

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : Article 45 (Titre X)

Déposée par MM. Santer, Helminger et Fayot (Titulaires, Luxembourg) ainsi que Mme Wagener et M. Schmit (Suppléants, Luxembourg)

Article 45 : La suspension des droits d'appartenance à l'Union

1. Le Conseil, statuant à la majorité des quatre cinquièmes de ses membres, et sur proposition motivée d'un tiers des États membres, du Parlement européen ou de la Commission et après avis conforme du Parlement européen, peut constater qu'il existe un risque clair de violation grave par un État membre des [principes et](#) valeurs énoncées à l'article 2. Avant de procéder à cette constatation, le Conseil entend l'État membre en question et peut lui adresser des recommandations statuant selon la même procédure.

Le Conseil vérifie régulièrement si les motifs qui ont conduit à une telle constatation restent valables.

2. Le Conseil européen¹, statuant à l'unanimité sur proposition d'un tiers des États membres ou de la Commission et après avis conforme du Parlement européen, peut constater l'existence d'une violation grave et persistante par un État membre de [principes et](#) valeurs énoncées à l'article 2, après avoir invité l'État membre à présenter toute observation en la matière.
3. Lorsque la constatation visée au paragraphe 2 a été faite, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut décider de suspendre certains des droits découlant de l'application de la Constitution à l'État membre en question, y compris les droits de vote de l'État membre au sein du Conseil. Ce faisant, le Conseil tient compte des conséquences éventuelles d'une telle suspension sur les droits et obligations des personnes physiques et morales.

Les obligations qui incombent à l'État membre en question au titre de la Constitution restent en tout état de cause contraignantes pour cet État.

¹ En fonction des articles sur le Conseil européen dans la Partie "Institutions".

4. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut décider par la suite de modifier les mesures qu'il a prises au titre du paragraphe 3 ou d'y mettre fin pour répondre à des changements de la situation qui l'a conduit à imposer ces mesures.
5. Aux fins du présent article, le Conseil statue sans tenir compte de l'État membre en question. Les abstentions des membres présents ou représentés ne font pas obstacle à l'adoption des décisions visées au paragraphe 2. La majorité qualifiée est définie comme la même proportion des voix pondérées des membres du Conseil concernés que celle fixée à [l'article 205, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne].

Le présent paragraphe est également applicable en cas de suspension des droits de vote conformément au paragraphe 3.

6. Aux fins des paragraphes 1 et 2, le Parlement européen statue à la majorité des deux tiers des voix exprimées, représentant une majorité de ses membres.

Explication éventuelle :

Le projet du Présidium semble avoir omis de reprendre la phrase sur le calcul de la majorité qualifiée alors que le communautaire affirme ne rien avoir changé au texte de l'article mise à part la possibilité d'avoir recours à un comité de sages.